

**Allocution de madame Valentine RUGWABIZA,
Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations
unies pour la République centrafricaine, Cheffe de la
MINUSCA, à l'occasion de la signature solennelle du Plan
intégré pour la sécurisation des élections locales de 2023,
entre le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le
Président de l'Autorité nationale des élections et la Cheffe de
la MINUSCA**

***Bangui, le 14 février 2023
Auditorium de la Caisse nationale de sécurité sociale***

*Excellence Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement ;
Mesdames et messieurs les Présidents des institutions nationales, et leurs
Représentants ;
Mesdames et messieurs les ministres, membres du Gouvernement ;
Honorables députés, membres de l'Assemblée nationale ;
Mesdames et messieurs les Ambassadeurs, Chefs de mission et membres du Corps
diplomatique ;
Mesdames et messieurs les membres statutaires du Comité stratégique d'appui au
processus électoral ;
Mesdames et messieurs les membres du Groupes de travail sur la sécurisation des
élections, Officiers généraux, Officiers supérieurs, Officiers, femmes et hommes du
rang ;
Mesdames et messieurs les représentants des organisations de la société civile,
des partis, groupements et associations politiques ;
Messieurs les guides religieux, membres de la plateforme des confessions
religieuses ;
Chers collègues de la MINUSCA, de l'Equipe pays des Nations unies et de la
coordination humanitaire ;
Distingués invités, en vos titres, grades, rangs et qualités ;
Mesdames et messieurs*

Je voudrais, à l'entame de mon propos, remercier le Gouvernement centrafricain, avec à sa tête le Premier ministre Felix Moloua, pour nous avoir convié à la cérémonie de signature du Plan intégré pour la sécurisation des élections locales de 2023.

Excellence Monsieur le Premier ministre,

Votre Haute présence, nonobstant un agenda chargé, démontre à suffisance le niveau de priorité que votre Gouvernement et vous accordez aux élections locales, à leur sécurisation, mais aussi à la sécurité des populations en République centrafricaine.

Merci pour cet engagement qui nous encourage, nous, partenaires internationaux, à mettre en œuvre l'appui nécessaire pour les élections locales en 2023 ; élections pour lesquelles la solidarité internationale, il est vrai, reste attendu en grande partie, en complément des efforts, y compris financiers, que votre Gouvernement continue de déployer, afin de permettre le lancement de l'enregistrement des électeurs et la tenue à bonne date des élections locales, jamais organisées depuis 1988, dans des conditions inclusives et participatives de tous.

*Distingués invités,
Mesdames et messieurs,*

L'élaboration du Plan intégré pour la sécurisation des élections locales, en abrégé PISE, tout au long de l'année 2022, ainsi que sa récente finalisation en début d'année 2023, dans le cadre d'un dialogue constructif des structures de commandement des Forces nationales de défense et de sécurité de la République centrafricaine et des Forces internationales sous mandat de la MINUSCA, vient, encore une fois, de nous donner l'assurance de l'excellente collaboration entre l'Etat centrafricain, les Nations Unies et leurs Forces respectives au service de la paix.

Cette collaboration, que je salue et dont j'appelle à la poursuite et au renforcement, dans le cadre des élections et au-delà, devrait non seulement guider nos actions communes, mais surtout demeurer le socle et une condition *sine qua non* de la mise en œuvre efficiente du rôle d'appui au Gouvernement et aux institutions nationales qui est dévolu aux agences de l'Equipe pays des Nations unies, à la communauté humanitaire et à la MINUSCA.

En effet, il vous souviendra que le 14 novembre dernier, le Conseil de sécurité, dans le cadre sa résolution 2659 (2022), a autorisé la MINUSCA à « *aider les autorités centrafricaines à préparer et organiser des élections locales pacifiques en 2023, (...) en leur offrant ses bons offices, (...), ainsi qu'en leur fournissant un appui en matière de sécurité et un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique* ».

Cette mise en exergue de l'appui en matière de sécurité, dans le contexte centrafricain, est aussi la preuve vivante, s'il en était encore besoin de l'engagement, du réalisme et du pragmatisme dont le Conseil de sécurité de notre Organisation commune fait montre auprès de l'Etat centrafricain, de toutes les parties prenantes au processus électoral et des populations sans exclusion.

Depuis ma prise de fonction en avril 2022, les rencontres régulières avec les populations, les partis politiques, les organisations de la société civile, y compris les femmes centrafricaines, dont nous venons de suivre le témoignage poignant de l'une de leurs porte-voix, engagées en politique, n'ont eu de cesse d'attirer l'attention de la MINUSCA, sur le besoin de redoubler d'ardeur dans l'appui au Gouvernement pour des élections davantage apaisées, mais aussi celui de capitaliser les leçons apprises des précédents scrutins, tout en adoptant une posture plus robuste dans l'exécution de notre mandat de protection des civils, y compris dans le contexte particulier des élections locales en préparation.

Aussi, la validation du PISE, qui nous réunit en ce 14 février, représente-t-elle un développement majeur, au regard des attentes que suscite la sécurisation, mais aussi des synergies nécessaires pour des élections inclusives et apaisées, qui se tiennent effectivement sur l'ensemble du territoire national.

Je voudrais à cet égard, présenter mes vives et chaleureuses félicitations aux Forces nationales et à leurs homologues la Force et la Police de la MINUSCA, dont la saine, intelligente et dynamique de collaboration, nous permet dorénavant de disposer de ce plan intégré de sécurité qui est un outil essentiel dans la préparation et la sécurisation des élections.

*Excellence Monsieur le Premier ministre,
Distingués invités,
Mesdames et messieurs,*

Nonobstant ce progrès, les Nations Unies demeurent conscientes que la signature qui nous réunit, à l'invitation du Gouvernement, n'est qu'une étape et dans cette

perspective, les Nations Unies, par ma voix, continuent de compter, dans notre rôle d'appui, sur le haut niveau d'engagement et la détermination de toutes les parties nationales, à ne faire l'économie d'aucun effort, pour des élections apaisées, consensuelles, sans violence, inclusives et ouvertes à tous, y compris les groupes qui ont été traditionnellement marginalisés, les femmes et les jeunes.

Nous nous devons tous d'entendre et de répondre à l'attente et aux appels de ces différents groupes.

C'est pourquoi, je ne saurais clore mon propos sans donner l'assurance de la disponibilité des Nations Unies, dans les termes décrits dans le contour de notre mandat et de nos ressources, à jouer résolument le rôle d'appui qui est le nôtre, pour accompagner le Gouvernement et les institutions nationales vers des élections inclusives et apaisées, qui, nous n'en avons aucun doute, contribueront à une stabilité durable en Centrafrique, que les populations, les femmes, les jeunes et les personnes déplacées appellent de tous leurs vœux.

Je vous remercie.